

Zeitschrift: Jahrbuch für schweizerische Geschichte
Band: 36 (1911)

Artikel: Ein Beitrag zur helvetischen Revolutionsgeschichte auf Grund eines Memoires von Ph. A. Stapfer

Autor: Rufer, Alfred

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-43601>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

EIN BEITRÄG
ZUR
HELVETISCHEN
REVOLUTIONSGESCHICHTE

AUF GRUND EINES MEMOIRES VON
PH. A. STAPFER.

VON

ALFRED RUFER.



Leere Seite
Blank page
Page vide

Bei unsren Studien über die Beziehungen der Schweiz zur französischen Revolution bis zur Einführung der helvetischen Constitution haben wir ein Memoire gefunden, das Stapfer, Laharpe u. a. im Frühjahr 1798 dem französischen Vollziehungs-directorium einreichten. Wir veröffentlichen es hier und geben ihm einen Commentar bei.

* * *

Sur l'exclusion des patriciens et des ministres du culte protestant de l'exercice des fonctions publiques.

Les généraux français dans l'Helvétie, en ordonnant l'exclusion des expatriés et des ministres du culte protestant de tout emploi civil, n'ont consulté que leur patriotisme et les réminiscences de la révolution de leur pays. En France on a été obligé de recourir à des mesures de surveillance très rigoureuse et de répression fort salutaire contre les ci-devant nobles et les prêtres ; et comme l'histoire de leurs intrigues et des malheurs qu'elles ont accumulés sur leur patrie, a justifié pleinement ces précautions sévères, on a cru épargner à l'Helvétie régénérée les maux que la France a soufferts, en écartant des charges publiques les classes de citoyens suisses qui paraissent répondre directement et par leurs priviléges et par leurs préjugés aux nobles et aux prêtres de l'ancienne France. Ce n'est donc qu'en montrant combien la différence est grande, combien notre situation sociale ressemble peu à cet égard à celle, dans laquelle les Français se

sont trouvés à l'aurore de leur affranchissement, qu'on pourra prouver, et l'inutilité, et les suites funestes de l'exclusion dont il s'agit. On ne peut se dissimuler — et tout ami de la vérité, qui a vu de près la Suisse et les diverses classes de ses habitants, l'attester — que les lumières y étaient, à l'exception du pays de Vaud, dans la partie allemande de l'Helvétie presque entièrement concentrées dans les membres des familles patriciennes et les ministres du culte protestant. C'étaient presque les seuls individus qui se vouassent aux sciences et aux arts libéraux, et dont l'éducation soignée développât les talents et cultivât l'esprit. Les autres classes uniquement adonnées à l'agriculture et à un petit trafic de boutiquiers qui ne mérite aucunement le nom de commerce, n'avaient, à quelques exceptions près, ni les moyens, ni la volonté d'acquérir des connaissances qui fussent au-dessus des besoins de leur état. Condamnés à une nullité civile et politique complète, et ne voyant pas même la possibilité de se frayer par les plus grands efforts et le mérite le plus éminent ou la renommée la plus illustre le chemin à des emplois publics dans leur patrie, les sujets des villes aristocratiques avaient perdu bien plus que dans les monarchies les plus absolues cette élasticité du génie et cette ambition du cœur qui ne peuvent naître qu'avec l'espérance et la perspective d'une vaste carrière ouverte aux talents et à la persévérence. Il faut tout dire. Cette exclusion injuste et irrévocable qui leur fermait toutes les places dans le gouvernement et qui rétrécissait avec tant d'injustice la sphère de leur activité, avait dégradé l'espèce (surtout dans les petits cantons de Lucerne, de Freybourg et de Soleure) et presque éteint l'énergie primitive du caractère suisse dans la classe sujette. Les petits bourgeois des villes capitales, exclus par le fait et non de droit des places administratives, étaient généralement une race abâtardie par la dépendance, par la corruption et par un orgueil insupportable qui se fondait sur un ombre de liberté politique dont l'usurpation oligarchique leur avait enlevé la réalité. Un système d'aumônes, suivi de tout temps par les Sénats aristocratiques et organisé par le machiavélisme le plus astucieux,

en leur assurant tôt ou tard une alimentation sûre et suffisante quoique mesquine et mendiée à force de bassesses et de preuves de soumission avait énervé leurs âmes, comprimé tous ses ressorts et les avait plongés dans une fainéantise honteuse et immorale. D'honorables exceptions, que l'aisance plus généralement répandue et le progrès des lumières avaient rendues plus fréquentes dans les derniers temps ne détruisent pas la vérité de notre assertion en thèse générale. Nous ne serons pas plus démentis par nos concitoyens en assurant que le peu d'énergie et d'indépendance morale qui respirait encore dans la classe sujette et dans les bourgeois opprimés des villes dominatrices, était, ou importé pour ainsi dire de l'étranger par nos concitoyens ou enfoui et caché dans les vallées de nos Alpes. Des Suisses que la pénurie de ressources domestiques avaient poussés dans les pays étrangers et que l'amour du leur ramenait en Helvétie, revenaient dans leurs foyers avec des lumières, de l'opulence et le sentiment de leur dignité et des vues agrandies. Un reste de cette esprit de liberté et de ce mâle courage qui dirigèrent la flèche de Guillaume Tell, conservé, comme les étincelles précieuses du feu sacré de Vesta, sous les formes rustiques et âpres de nos cultivateurs et de nos pères, était, comme des insurrections partielles qui se succédaient de temps à autre, et surtout les derniers événements l'ont prouvé, prêt à s'allumer de nouveau, à éclater au premier choc du dehors qui provoquerait son explosion et capable d'embrasser toutes les âmes et de raviver l'antique et saint amour de la patrie sur cette terre classique de la liberté.

Quelques débris de fierté républicaine s'étaient encore sauvés dans la classe aussi respectable qu'éclairée des ministres du culte protestant. C'était le seul corps social où les sujets de l'aristocratie pussent acquérir une existence honorable et obtenir quelque influence salutaire sur leurs concitoyens. C'était l'asile des hommes généreux et à talents de la caste sujette qui se sentaient appelés par la nature à travailler au perfectionnement de leurs semblables, et qui voulaient, sous la protection sacrée et puissante d'une religion pure et amie de la raison, être impunément et avec succès

les apôtres de la liberté et de l'égalité. C'est donc principalement dans cette classe, dans la classe estimable des ministres du culte protestant qu'on trouvera les individus les plus éclairés de la classe sujette. On y trouvera les lumières d'hommes de lettres que leurs devoirs appelaient à des études aussi profondes et philosophiques qu'étendues et utiles, des connaissances administratives précieuses acquises dans l'exercice de leurs fonctions qui avaient des points de contact et de conflit fort multipliés avec celles des agents de l'ancien gouvernement; on y trouvera les unes et les autres réunies à un amour de la patrie excité et épuré par la morale la plus sublime, à un dévouement pour la cause de la liberté qui, pour être nourri d'humiliations et d'indignation contre les priviléges et l'orgueil de la caste régnante, n'en est que plus invariable et plus chaud, à un sentiment de confraternité avec l'humanité entière et surtout les classes souffrantes et victimes de l'ordre social qui est le résultat de leurs habitudes, de leurs opinions et de leurs affections dominantes, enfin à un attachement pour les principes de l'égalité politique qui est basé sur les idées mères et fortifié par la tendance du christianisme.

« D'après ces réflexions préliminaires, il n'échappera pas à la sagacité du Directoire exécutif combien l'exclusion et des patriciens et des ministres du culte protestant serait funeste à la cause de la liberté et aux progrès de la raison publique. Elle nous priverait des hommes les plus éclairés et les plus intelligents, des patriotes les plus chauds et les plus attachés aux principes, des administrateurs les plus intègres et les plus habiles, des législateurs les plus philosophes et les mieux instruits, nous livrerait à des hommes crapuleux, ignorants, barbares, dégradés par la corruption et l'avilissement social, à des cultivateurs étrangers à tout genre de connaissances et d'habitudes administratives qui seraient tour à tour les jouets et les instruments des vices et des intrigues de citadins ignares et présomptueux. Nos gouvernants futurs nous feraient parcourir tout le cercle des calamités de l'anarchie et des fléaux d'un régime terroriste, et ne manqueraient pas de fortifier leur autorité et de river nos fers par une association intime avec les

brigands dont les vertus et le patriotisme du Directoire exécutif s'efforcent dans ce moment de délivrer la France.

« Le parti terroriste en France ne manquerait pas de chercher à se faire des prosélytes parmi des gouvernants aussi barbares et aussi esclaves de tous les vices ; et il y réussirait d'autant plus sûrement qu'il existe déjà dans différentes villes suisses des germes de brigandages et des plans atroces formés par des banqueroutiers et des hommes tarés qui ne demandent que l'appui des buveurs de sang en France pour exploiter à leur avantage la révolution helvétique.

« Pour se faire une idée juste et avoir une image bien vive de ce que serait le sort de la Suisse, si l'exclusion contre laquelle nous nous élevons au nom de la liberté, des lumières, de la civilisation et de l'humanité, avait lieu selon la teneur des arrêtés pris par les généraux français et d'un article de la constitution helvétique, ou n'a qu'à se représenter ce que seraient devenues les républiques grecques, si un libérateur étranger, le peuple romain par exemple, y eût proclamé les principes de l'égalité politique et en même temps condamné à une nullité parfaite tous les praticiens, c'est à dire, tous les citoyens de l'Etat ; si dans Athènes, après avoir exclu de toutes les fonctions publiques les 25,000 citoyens actifs qui constituaient l'aristocratie attique et qui étaient le souverain de cette république illustre, il n'eût admis aux emplois du gouvernement que les 400,000 esclaves et les 100,000 sujets qui formaient la population de ce pays. Qu'on se représente qu'à Lacédémone, après avoir fermé l'avenue à toutes les charges pour les Spartiates, ou les eût ouvertes exclusivement aux ilotes ; on y verrait une juste punition de l'iniquité de leurs barbares oppresseurs, mais on y verrait en même temps la ruine du pays et on gémirait sur le sort de ces ilotes ou des sujets d'Athènes qui seraient condamnés par une destinée cruelle à être tour à tour les victimes de l'aristocratie et du brigandage populacier et à ne jamais sortir de l'état de ténèbres et d'avilissement dans lequel l'usurpation injuste de leurs anciens oppresseurs les avaient plongés et dans lequel les retiendraient les vices crapuleux et la barbare

ignorance de leurs co-esclaves émancipés. Ou peut-être se formerait-on une notion plus exacte encore de notre situation future en Helvétie qui serait nécessairement la suite de cette exclusion condamnée également par la justice et par la politique, si on supposait qu'au commencement de la révolution après avoir proscribt sans pitié tous les individus nobles et prêtres sans excepter même les illustres philosophes et patriotes qui dans ce moment honorent la France et travaillent à l'affranchissement du genre humain dans les places les plus éminentes de la République française, on eût mis de côté comme suspects tous les gens de lettres, tous les hommes de loi, tous les négociants, tous les fermiers, tous les citoyens enfin dont l'aisance aurait fourni les moyens à leurs parents pour orner leur esprit et former leurs coeurs à la vertu.

« Or qu'on ne s'y trompe pas, toutes ces classes de gens éclairés et bien éduqués se trouvent en Suisse (toutefois en exceptant le pays de Vaud) concentrées dans les classes ci-devant privilégiées et les ministres du culte protestant. En France, l'urbanité, le luxe amollissant, les dehors brillants, les grâces de l'esprit et le raffinement d'une élégance corruptrice et énervante appartenaient principalement aux nobles et au clergé de haut parage et cachaient souvent sous une surface bien polie, une ignorance crasse et un coeur ver moulu. Mais les vraies lumières, les talents, l'amour du travail, l'aptitude à tous les genres d'activité et d'entreprise utiles étaient le partage de ce qu'on appelait le tiers état. En Suisse ces avantages précieux et nécessaires à la conservation de toute association d'hommes civilisés sont par la suite d'une foule de localités qu'il serait trop long d'énumérer, et par la faute de nos constitutions vicieuses presque uniquement l'apanage des privilégiés et des écclesiastiques.

« Si en confiant à cette classe de citoyens suisses des places de gouvernement, on craint de compromettre la cause de la liberté, de livrer à des mains perfides et meurtrières le sort du nouvel établissement et de préparer des réactions aristocratiques qui pourraient reculer l'époque du triomphe des principes et du retour de

la prospérité nationale: on ne réfléchit pas à l'influence que la grande nation conservera encore longtemps sur les affaires suisses, à l'impuissance des privilégiés qui ne sont pas plus riches et beaucoup moins nombreux que leurs anciens sujets, au caractère suisse auquel l'intrigue, l'activité politique et des projets hasardeux repugnent fortement, à la ruine de la fortune publique qui n'offre plus à la cupidité des patriciens des places lucratives et des moyens de s'enrichir, seule recommandation de leurs anciens priviléges, à l'anéantissement complet des espérances de l'oligarchie, à son abattement parfait et surtout à la grande différence qui existe entre la situation des ordres privilégiés de France et de celle des patriciens suisses. Les premiers étaient opulents et compattaient sur le secours de la coalition; ceux-ci sont ruinés aujourd'hui, étaient déjà avant leur chute beaucoup moins riches que leurs sujets, n'avaient particulièrement que peu de propriétés territoriales et sont odieux aux rois coalisés, pour n'avoir pas fait ce qu'on exigeait d'eux, et avoir laissé passer les moments favorables à des attaques décisives et liberticides. Ils savent bien que leur conduite pusillanime et louche les a privés pour jamais de l'appui des rois conjurés contre les hommes libres, supposé même que ces derniers redevinssent formidables, supposition qui a perdu toute vraisemblance même aux yeux du rêveur le plus insensé.

« Les seules réactions à craindre ne peuvent naître que des campagnes si leurs habitants ne sont pas aussitôt soulagés par la retraite des troupes françaises. Alors une haine inextirpable comme tous les sentiments qui se logent dans le cœur du Suisse, guetterait l'occasion de se coaliser avec les ennemis du peuple français; et d'un ami chaud et fidèle qui couvrirait soixante lieux de ses frontières dans leur partie la plus dégarnie, la France se ferait un mauvais voisin qui sacrifierait tout jusqu'à sa vie, au plaisir d'assouvir son ressentiment. La guerre qui éclaterait ne serait plus une donquichotterie d'oligarques ineptes et ridicules, mais une guerre vraiment nationale et populicide.

« Une autre considération fondée sur la nature des choses et un examen approfondi des institutions sociales dans les deux

pays, concourt à diminuer la crainte qu'inspire à quelques patriotes l'existence des ci-devant patriciens suisses dans les places du gouvernement futur en Helvétie. Leur esprit de corps provenait de leurs priviléges et ne tenaient en aucune manière aux préjugés beaucoup plus incurables de la naissance. Leur corporation étant détruite, leur tendance à l'exclusion doit nécessairement disparaître et se fondre sous l'influence toute puissante d'une République démocratique une et indivisible ; elle fera incessamment place à l'orgueil national helvétique, à cette noble fierté qui va reprendre son ancienne vigueur et briser toutes les vanités particulières comme tous les idoles de castes et de familles isolées.

« Mais s'il est parfaitement superflu d'exclure, des fonctions publiques et aucunement dangereux d'admettre les expatriés suisses dans les emplois à la nomination du gouvernement ; il l'est bien plus encore, et aussi injuste que nuisible aux vrais intérêts de la patrie d'écarter les ministres du culte protestant. Il ne faut pas confondre le protestantisme avec l'esprit de la religion catholique. Un des citoyens directeurs en a développé de main de maître les principes et en a montré de la manière la plus lumineuse la différence totale de leur tendance dans son excellent traité sur les cultes ; et véritablement ce n'est pas à des philosophes éclairés et à des hommes de lettres illustres qu'il faut rappeler que la religion protestante a été la mère de la liberté politique par l'esprit de recherches qu'elle provoque et qu'elle favorise par son essence. C'est la réforme de Luther et de Calvin qui a proclamé la souveraineté de la raison et l'indépendance de l'esprit humain. Toutes les révolutions favorables aux progrès des sciences et de la perfection sociale ne sont qu'un développement ultérieur des principes reconnus à cette époque et particulièrement chers aux ministres du culte protestant. Ils se considèrent, surtout en Suisse, comme les prêtres de l'égalité, les grands apôtres du grand dogme de la perfectibilité humaine illimitée, et les instruments de l'annoblissement moral de l'homme. C'est avec enthousiasme et par principes qu'ils lui rappellent sans cesse sa dignité et l'égalité primitive de ses frères, qu'ils

protestent contre toute usurpation quelconque et qu'ils déclarent ne reconnaître que les lois de la raison et d'autre suprématie que la sienne. C'est en invoquant ces lois éternelles et en promulgant les hautes destinées de notre race, qu'ils invitent les hommes à former, sous la protection des gouvernements libres, une association morale dont les membres se promettent réciprocement de respecter en eux-mêmes la dignité d'hommes, la qualité de frères et les droits de la vertu. Ils les somment de s'engager entre eux à ne pas se corrompre, à s'encourager mutuellement à bien remplir leurs devoirs et à se donner sous l'inspection de la providence suprême une espèce de garantie morale de leur conduite qui soit pour l'éducation à la vertu ce que la garantie sociale est pour le maintien des droits du citoyen. Cette république morale est le complément de la république civile et le triomphe de la raison. Priver ses ministres des droits politiques est le comble de l'injustice et une insulte faite à la sainte cause du perfectionnement intellectuel de l'homme. Et qu'on demande à l'histoire des progrès de l'esprit humain, si ce ne sont pas des ecclésiastiques protestants ou leurs élèves, qui lui ont fait faire les pas les plus grands et les plus importants dans la carrière de son développement? Les institutions de Calvin respirent l'amour le plus pur de l'égalité; et on sait bien qu'on leur doit le contrat social et les discussions politiques du sein desquelles est née la véritable théorie du gouvernement représentatif. La Révolution n'a pas eu d'amis plus purs et plus éclairés, de défenseurs plus chauds en France et d'apôtres plus zélés que les ministres du culte protestant. L'Helvétie aussi à ses Rabaut de St-Etienne, ses Lasource etc. et depuis longtemps cette classe respectable d'instituteurs et d'hommes de lettres était plus que suspecte, elle était odieuse à l'oligarchie.

« Il nous semble donc qu'il importe à la cause de la liberté de reconnaître en principe, que le Directoire helvétique pourra choisir ses agents dans les deux classes de citoyens suisses injustement exclues par les arrêtés des généraux français et par l'art. 26 du projet de constitution pour la République helvétique.

Nous en demandons l'abrogation au nom de la patrie, et nous sommes persuadés que les patriotes énergiques qui composeront sans doute le Directoire exécutif en Helvétie ne feront tomber leur choix que sur des hommes dans ces deux classes dont les lumières, le patriotisme et la probité sont à l'abri de reproches fondés ».

« Telle est mon opinion ».

Fréd. César Laharpe.

Remi Frey.

Pierre Joseph Zeltner.

Frédéric Lüthardt.

Albert Stapfer.

* * *

Die Originaleingabe ist eine Kopie von unbekannter Hand und befindet sich im Archiv des Ministeriums des Äußern, Fonds Suisse, vol. 464.

I.

Die französische Revolution proklamierte die Souveränetät des Volkes und stellte sie als unveräußerliches Menschenrecht dem Gottesgnadentum der Staaten des alten Europa entgegen. Überall, wo die siegreichen Heere der jungen Republik hindrangen, entstanden unter ihrer Beihilfe neue Staatsgebilde nach revolutionären Grundsätzen. Nach der Eroberung Norditaliens durch Bonaparte und der Aufrichtung der cisalpinischen Republik erachtete das Direktorium eine «Regeneration» der alten Eidgenossenschaft als unumgänglich notwendig. Der längst ihr zugedachten neuen Bestimmung gemäß, sollte die helvetische Nation, nach demokratisch-repräsentativen Prinzipien umgeformt, unter Preisgabe ihrer traditionellen Neutralität, durch ein offensives und defensives Bündnis an Frankreich gekettet werden und in dem Ringe der bestehenden oder noch zu gründenden Tochterrepubliken als «Vormauer der Freiheit gegen den Despotismus» dienen. Seit mehreren Jahren schon gewahrte man in Paris mit steigendem Unwillen, der sich mehrfach in heftigen, drohenden Noten an die Eidgenossenschaft oder einzelne Orte Luft machte, die teilweise fanatische Teilnahme vieler Patrizier für die Emigranten, die harten, gehässigen Verfolgungsmaßregeln der Regierungen gegen revolutionsfreundliche Kundgebungen, die stille Begünstigung der Pläne der koalierten Mächte, die unter dem Schutze der schweizerischen Neutralität die östlichen, wenig zuverlässigen Departemente für die royalistische Sache zu gewinnen suchten. Durch den Frieden von Campo formio wurden die Kräfte frei, um zu einem entscheidenden Schlage gegen England auszuholen. Gleichzeitig sollten mit den schweizerischen Oligarchien die Schlupfwinkel der Politik des Cabinets von St-James auf dem Kontinent zerstört werden. Der durch Laharpe und Ochs beratenen Politik

des Direktoriums gelang es leicht, durch den Lockruf der Freiheit die Sache des Volkes von der seiner Regenten zu trennen, auf drei Seiten der Schweiz gleichzeitig die Revolution zum Ausbruch zu bringen und die zentralen und östlichen Glieder zu neutralisieren, um so sicherer das stolze Bern, den Hort der Aristokratie, zu treffen.

Unter dem Druck der von den französischen Armeen herbeigeführten Lage und teilweise durch direkte Verfügung der Sieger entstanden in Freiburg, Solothurn und Bern provisorische Regierungen. Diese hatten mit der eingerissenen Anarchie zu kämpfen und Verfassungsfragen zu erörtern; diejenige von Bern suchte überdies eine Teilung seines Gebietes zu verhindern. Die französischen Generale gestatteten dem gemäßigten aristokratischen Element eine Vertretung in diesen Behörden (in Bern und Freiburg bildete es sogar die Mehrheit), um dadurch den Übergang von der alten zur neuen Ordnung weniger plötzlich und weniger schmerhaft zu gestalten.

In Paris fand aber dieser Opportunismus keine Billigung. Schon am 8. März erteilte das Direktorium Brune die Weisung, die Oligarchen von allen Ämtern der zu gründenden Republik auszuschliessen¹⁾. Am 14. befahlen die Machthaber von Paris, die Truppen auf Kosten der alten Regenten zu nähren, die Regierungen von Zürich und Luzern zur Abdankung zu zwingen und alle Mitglieder derselben von den neuen Behörden fernzuhalten²⁾. Diese Instruktion wurde am folgenden Tage wiederholt und die Maßregel auch auf Schaffhausen ausgedehnt³⁾. Am 16. März rechtfertigte das Direktorium den Ausschluß der aristokratischen Mitglieder der provisorischen Regierung von Bern mit dem Hinweis, que rien dans leurs proclamations n'annonce l'amour de la liberté et de l'égalité politique, et que tout y respire

¹⁾ Strickler, Akt. Helv. Rep. I, Nr. 1690.

²⁾ In der bis jetzt unbekannt gebliebenen Instruktion vom 24. Ventose.

Wir haben die Minute im Nationalarchiv von Paris aufgesucht.

³⁾ Strickler I, Nr. 1715.

encore l'esprit de fédéralisme¹⁾). Neue, Frankreich völlig ergebene Männer sollten der neuen Republik vorstehen. Nur so konnte das Directorium hoffen, bei der Schweiz die nötige Gefügigkeit für seine Pläne zu finden. Laharpe und Ochs, die beide für die Einheit der helvetischen Republik arbeiteten, weil allein die Einheit fähig wäre, den Geist der Oligarchie und des Föderalismus auszurotten und eine Einmischung des Kaisers zu verhüten, drangen ebenfalls auf gänzliche Fernhaltung aller Aristokraten von den neuen Behörden²⁾). Das Direktorium war am 15. März auf das ursprüngliche Projekt einer einen und unteilbaren helvetischen Republik zurückgekommen und ernannte am 18. Lecarlier zum Regierungskommissär in Helvetien, um dem gefährlichen Provisorium durch die Einführung des Pariserentwurfes ein Ende zu machen. In Bezug auf dessen Verhalten gegenüber den Aristokraten wurde auf die Brune erteilten Instruktionen verwiesen³⁾.

Brune war den Befehlen seiner Regierung bereits nachgekommen. Am 15. März meldete er, daß in Bern durch Volkswahlen eine völlig neue Regierung sich bilden werde⁴⁾). In seiner Kundgebung an den Kanton Bern vom 16. März, in der er die Wahlen einer Verwaltungskammer und der Mitglieder der gesetzgebenden Räte anordnet, schließt er alle Mitglieder des alten Senates für ein Jahr von den politischen Ämtern aus⁵⁾); einige Tage später dehnte er diese Maßregel auch auf die Familien der Senatoren aus. Am 19. März verkündete Brune die Bildung einer helvetischen Republik von 12 Kantonen. Artikel IX der Proklamation lautet: *Les individus qui composaient les Conseils aristocratiques*

¹⁾ Strickler I, Nr. 1725.

²⁾ Vergl. Laharpe an Brune, Strickler I, Nr. 1698; Ochs an Talleyrand am 10. März, Ministerium des Äußern, Fonds Suisse, t. 466.

³⁾ Dunant, *Relations diplomatiques* gibt die Instruktionen und Depeschen des Direktoriums an seine Agenten nicht. Diese befinden sich im Nationalarchiv in den Minutes des arrêtés du Directoire exécutif. Ich besitze sie in Kopien.

⁴⁾ Strickler I, Nr. 1716.

⁵⁾ Ibid. Nr. 1405.

eratiques et oligarchiques de Berne, Fribourg, Soleure et Zürich, sont exclus pour une année de toutes fonctions publiques¹⁾). Doch glaube er, so schreibt er dem Direktorium am 25. März, einem Gesuche der Landesversammlung von Zürich entsprechend, für einige Mitglieder der alten Regierung, die ihrer patriotischen Meinungen wegen vor der Revolution gelitten hätten, eine Ausnahme machen zu dürfen; auch die Aristokratien von Freiburg und Solothurn verdienten einige Milderung. Gegen die Oligarchen von Bern würde hingegen der Ausschluß in seiner ganzen Strenge angewendet werden²⁾). In der Vernichtung der bernischen Aristokratie schien ja seiner Regierung besonders gelegen zu sein³⁾). Ochs zeigte sich hoch erfreut über diese Verordnungen Brunes, und er bat den General, sie auch auf Basel auszudehnen, obgleich er anerkannte, daß viele Mitglieder der alten Regierung mit Eifer an der Revolution gearbeitet hatten. Für sich selbst freilich reklamierte er eine Ausnahme⁴⁾.

So war die französische Politik gegenüber den schweizerischen Patriziern, als in den ersten Tagen Aprils durch den Canal Talleyrands dem Direktorium unsere Petition zuging. Stapfer hatte sie verfaßt. Später hat er sich übrigens selbst auf diesen Schritt berufen, und in einer Weise, wie weiter unten darzutun sein wird. Er war mit Lüthardt gleich nach der Einnahme Berns von der provisorischen Regierung nach Paris gesandt worden, um dem Direktorium die Annahme der Grundsätze der politischen Freiheit und Gleichheit kundzutun, die alte Freundschaft wieder herzustellen und die Rückziehung der Truppen zu erwirken⁵⁾). In

¹⁾ Strickler I, Nr. 1748.

²⁾ Ibid., Nr. 1799, 1773, 1797, 1804.

³⁾ Von einem Versuche Bays bei Brune zugunsten der Patrizier, weiss Zschokke in seinen Denkwürdigkeiten zu berichten, s. Bd. III, p. 11.

⁴⁾ Ochs an Talleyrand, 27. März. Arch. des Ministeriums des Äußern, t. 466.

⁵⁾ Über ihre Mission und den Vergleich vom 8. Floréal—27. April siehe Strickler I, p. 766; Dunant, Relat. diplom.; Sterchi, die Mission Lüthardts, Neujahrsblatt d. hist. Vereins Bern 1898; Luginbühl, Ph., A. Stapfer.

Paris näherten sie sich Laharpe und fanden bei ihm in ihren Bestrebungen energische Unterstützung. In ihren Konferenzen mit dem französischen Minister und einzelnen Direktoren wurden natürlich neben dem Gegenstand ihrer Mission auch solche Fragen erörtert, die der Fortgang der helvetischen Revolution und die zukünftige Gestaltung der Schweiz an die Tagesordnung brachten. In mehreren Mémoires unterbreiteten sie der französischen Regierung ihre Ideen. Die vorliegende Petition Stapfers wurde unterzeichnet von seinem Kollegen Lüthardt, P. J. Zeltner, dem nachmaligen Gesandten der helvetischen Republik, der in ähnlicher Mission von Solothurn nach Paris geschickt worden war, dem Basler Deputierten Remigius Frey, dem Nachfolger von Ochs und, was einiges Erstaunen erregt, von F. C. Laharpe. Vor einigen Wochen hatte Laharpe, aufgebracht über den blutigen Verlauf der Revolution, für den er allein die Oligarchen verantwortlich machte, Brune geschrieben, daß die Köpfe der aristokratischen Hydra alle miteinander fallen müßten¹⁾). Immer impressionibel, ließ er sich jetzt doch gewinnen und setzte mit einer großmütigen Geste seinen Namen unter die Petition²⁾.

1) Strickler I, Nr. 1698.

2) Nach seinem Sturze als helvetischer Direktor, erinnerte Laharpe in seiner Rechtfertigungsschrift (1800) an seine Verwendung für die Aristokraten bei dem französischen Direktorium im Frühling 1798 und berief sich auf das Zeugnis Stapfers und Lüthardts. Beide beeilten sich, die Aussage Laharpes zu bestätigen, Stapfer in seinen Bemerkungen über den Zustand der Religion, Anhang; Senator Lüthardt in öffentlicher Sitzung, s. Zschokke, Denkw. III, p. 97 Note.

Hier muß ein Fehler Dunants berichtigt werden. Eine Note Freys an Talleyrand (und nicht an Mengaud, wie in Relat. diplom., p. 12 steht) wird so resümiert: Il (Frey) accepte, comme Laharpe et Mengaud, la proclamation du général Brune qui exclut de toutes les places dans le nouveau gouvernement de la Rép. helv. tous ceux qui ont été membres de l'ancien à Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich. Ich suchte das Original auf und las: Le eit. Stapfer de Berne, aura l'honneur de vous remettre s'il ne l'a point déjà fait, des observations dont j'ai eu l'honneur de vous parler Quintidi dernier au sujet des modifications, dont nous paraîtront susceptible, la proclamation du G. Brune qui exclut de toutes

Mit beredten Worten entwickelte Stapfer, was damals die Besorgnis gerade der besten und gebildetsten Vaterlandsfreunde ausmachte. Die Revolution von unten hatte sich gegen die städtischen Kreise gerichtet, die bisher allein mit den Angelegenheiten des Staates sich zu beschäftigen Gelegenheit gehabt hatten und sich nun von dem politischen Leben ausgeschlossen, ruiniert und dem Volke als hassenswerte Tyrannen bezeichnet sahen. Das Volk, das die alten Regierungen geistig verkümmern ließen, wurde plötzlich souverän und befand sich mit einer Reihe von individuellen Freiheitsrechten ausgestattet, die zahlreiche Bande der alten Gesellschaftsordnung lösten. Da ein staatserhaltender Mittelstand sich erst noch bilden mußte, so war zu befürchten, daß der entstehende Freistaat bald den Parteileidenschaften einer rohen bäuerischen Demagogie zum Opfer fallen würde. Viele hatten eine Revolution von oben herab ohne fremde Einmischung gewünscht. Die einmal vollzogene Umwälzung erschien aber als das einzige Heilmittel, das, von geschickten Händen angewendet, fähig wäre, der zur beschämenden Ohnmacht erstarrten alten Eidgenossenschaft neues Leben und neuen Geist einzuhauchen. Nur wollten Stapfer, Rengger u. a. die Geschicke der Nation der Führung der geistigen Elite anvertraut wissen, einer neuen «Aristokratie der Einsichten und Talente», die das Volk zur wahren Freiheit erst noch zu erziehen hätte¹⁾. Diese ängstliche Furcht vor einer Volksregierung teilte auch Ochs, der Vater des allgemeinen Wahlrechts. Er bekannte sich zu der Maxime: *Il faut sans cesse donner au peuple la souveraineté, mais chaque fois lui en dérober l'exercice*²⁾. Der innere Widerspruch dieses Grundsatzes, der

les places du nouveau gouvernement de la Rép. helv., tous ceux qui ont été membres de l'ancien, indistinctement, dans les Cantons de Berne, Fribourg, Soleure, Lucerne et Zurich. Les réflexions là-dessus ont été parfaitement approuvé(e)s, par les citoyens Laharpe et Zeltner de même que par moi.

¹⁾ Vgl. Oechsli, Vor hundert Jahren, 1899, p. 126.

²⁾ Ochs an einen französischen Direktor, am 30. März. Nationalarchiv Paris A F III 81.

uns heute sofort fühlbar wird, scheint Ochs und vielen seiner Zeitgenossen kaum bewußt geworden zu sein. Diese Verachtung des ungebildeten Volkes hatten die «Philosophen» der Helvetik als echte Kinder des aufgeklärten Jahrhunderts mit Rousseau, Mably, Turgot, Condorcet u. a. gemein, die, wenn sie auch die Volkssouveränität und die Gleichheit der Rechte des Menschen verkündeten, doch nur eine Elite der Gebildeten und Besitzenden an dem politischen Leben teilnehmen lassen wollten.

Wie das Direktorium die Petition zugunsten der Patrizier aufnahm, ersehen wir einzig aus einer Depesche an Lecarlier vom 17. Germinal — 6. April. Wir geben daraus die diesbezügliche Stelle wieder: «Il a été adressé au Directoire exécutif des observations sur les inconvénients qui résulteraient de l'exclusion absolue des membres des anciens gouvernements, de toutes les fonctions publiques. Le Directoire exécutif les a prises en considération, et il pense que vous ne devez pas tenir strictement à l'article de vos instructions qui concerne cet objet, mais vous conduire à cet égard selon les localités et les circonstances. L'essentiel est que dans les nouvelles autorités, il n'entre aucun des hommes attachés par principes ou par habitude au système oligarchique; il ne faut pas que l'exclusion frappe ceux qui se sont constamment montrés amis de la liberté et de l'égalité. On dit même qu'il y a une différence à faire entre les grands et petits conseils secrets; mais la distinction entre les amis et les ennemis de la République est plus sûre. Il faut surtout bien prendre garde que les habitants des campagnes ne s'emparent de toutes les places et par là n'exaspèrent les habitants des villes. Il y a, dans tout cela un milieu que votre prudence vous fera aisément saisir»¹⁾. Was bewog das Direktorium zu dieser Konzession? Die Gründe, die die Petition zugunsten der Patrizier geltend machte, mochten an sich überzeugend genug sein, um eine versöhnlichere Haltung des Direktoriums ihnen gegenüber zu rechtfertigen. Indessen gewahrt man auch hier die Rückwirkungen der innern auf die äußere Politik

¹⁾ Nationalarchiv A F III 515, dr. 3291. Minute.

der Republik. Seitdem die Royalisten durch den Staatsstreich vom 18. Fructidor ungefährlich gemacht worden waren, hatte sich die Spannung zwischen den siegreichen Parteien, dem Direktorium, dieser Regierung der Bourgeoisie und den Jakobinern, den Anhängern der demokratischen Verfassung von 93, die durch die Wahlen von Germinal bedeutend gestärkt worden, zum offenen Kampfe entwickelt; infolgedessen näherte sich das Direktorium wieder mehr den Gemäßigten. Es war für den Hinweis Stapfers, daß die Anarchisten der Schweiz sich mit den Anarchisten und Jakobinern der Republik verbinden könnten, ebenso empfindlich, wie früher für das Gespenst der royalistischen und gegenrevolutionären Umtriebe auf der östlichen Grenze.

Die neue Instruktion des Direktoriums bestätigte, was schon Brune ebenfalls angeregt und empfohlen hatte. Als daher das helvetische Direktorium, wie Lecarlier meldet, eine Begünstigung für einige Patrizier nachsuchte, konnte der französische Regierungskommissär den Großmütigen spielen und entsprechen¹⁾.

1) Strickler I, p. 710.

II.

Artikel 26 des Pariser Verfassungsprojektes, das durch Macht- spruch Lecarliers zum Grundgesetz der helvetischen Republik erklärt wurde, lautet: *Les ministres d'aucun culte ne peuvent exercer de fonctions politiques ni assister aux assemblées primaires.* Ochs hatte ursprünglich noch die Motivierung beigefügt, die dann von Merlin, der seinen Entwurf korrigierte, gestrichen wurde: «*La prudence prescrit de ne confier à l'influence de personnes qui pourraient disposer des consciences aucune intervention dans les affaires politiques.*». Es ist anzunehmen, daß Ochs in den Unterredungen mit Direktor La Revellière - lépeaux sich mit diesem über den Ausschluß der Geistlichen verständigt haben wird. Die französische Verfassung des Jahres III enthält keine derartige Bestimmung. Die Gesetzgebung unter dem Direktorium schuf dann freilich Kategorien von Bürgern, wie die Emigranten und Exnobeln, die ihres Aktivbürgerrechtes beraubt wurden¹⁾.

Der Ausschluß mochte sich aus einer subtilen Interpretation des durch Artikel 6 geschaffenen Verhältnisses des Staates zur Kirche ergeben. Die Verfassung löste im Prinzip die bisherige Einheit der bürgerlichen und kirchlichen Gesellschaft auf. Der Staat behielt sich aber vor, die Trennung und die späteren Beziehungen der beiden Gesellschaften, kraft seines souveränen Willens allein, ohne Einmischung der Kirchen zu vollziehen; über die getrennten Kirchen beanspruchte er noch ein Polizeirecht,

¹⁾ S. Aulard, Hist. polit. de la Révol. franç., p. 584. Es mag hier bemerkt werden, daß Madame de Staël, die mit Talleyrand und Benjamin Constant nach dem Verfasser der Mémoires d'un homme d'Etat in einer débauche d'esprit das Verfassungsprojekt geschaffen haben soll, ebenfalls für Ausschluß der Geistlichen von allen politischen Ämtern war. S. Mathiez, La Théophilanthropie et le culte décadaire 1903, p. 270.

das er sich aus seiner Mission, den öffentlichen Frieden zu erhalten, konstruierte. Die Urheber der Verfassung erblickten in dem Ausschluß der berufsmäßigen Vertreter der Kirche eine Garantie für den laicisierten Staat. Sie wollten der politischen Machtstellung der Kirche und namentlich den Eingriffen der römisch-katholischen Hierarchie in die Gefüge des nationalen Staates ein Ende bereiten. Vielfach sah man auch in der Geistlichkeit nur eine Stütze der Aristokratie. Indem man sie aber von dem politischen Leben ausschloß, beraubte man sie ihrer staatsbürgerlichen Rechte und stellte sie auf gleiche Linie, wie die Deserteure und die zu entehrenden Strafen Verurteilten.

Die Basler Nationalversammlung erkannte sofort die richtige Lösung des Problems, indem sie in ihrem Entwurf den Geistlichen das Recht einräumte, an den Urversammlungen die Stimmen abgeben zu können. Damit verstimmte sie freilich Ochs. In einem Briefe vom 1. April an seinen Freund Frey in Paris, der das Schreiben Talleyrand mitteilte, verhehlte er seinen Mißmut über die Modifikationen nicht, die er im Namen der Kommission, sehr wider seinen Willen, vorschlagen mußte und bemerkte zu Artikel 26 des Baslerentwurfes: *Je n'aime pas le suffrage des ministres des cultes dans les assemblées primaires. Le règne de Jésus-Christ n'est pas de ce monde. Libre à chacun de se vouer ou non au sacerdoce* ¹⁾. Die Baslerverfassung war von 11 Kantonen angenommen worden, als Lecarliers Verfügung vom 28. März eintraf. Auch in der Nationalversammlung des Léman, die schon am 9. Februar das Pariserprojekt angenommen hatte, wurde am 21. März der Versuch gemacht, den Geistlichen das aktive Bürgerrecht zu geben. Die große Masse des Volkes empfand eben den Ausschluß als eine ungerechte Zurücksetzung, als einen Schlag gegen die Diener der Religion und die Kirche selbst. In Wort und Schrift wurde das volle Bürgerrecht für die Geistlichkeit verlangt. Soweit wir sehen, trat man überall für die Vertreter beider Kirchen ein. Stapfer machte hier eine Ausnahme. So-

¹⁾ Ministerium d. Äußern, t. 466, vgl. Dunant, p. 11.

fort drängt sich die Frage auf: Warum beschränkte er sich in seiner Petition auf die Protestanten allein?

Um die Frage zu beantworten, müssen politische und ethisch-religiöse Motive, die hier zusammenwirken, erwogen werden. Und unsere Antwort wird kaum mehr als bloße Vermutungen geben können.

Stapfer hatte in Paris wahrnehmen können — wenn er es nicht schon lange wußte — daß die Revolution mit dem Geiste der römisch-katholischen Kirche, die alle Mächte der Reaktion unterstützte und durch ihre Diener die Seelen der Gläubigen von der Republik fern hielt, unvereinbar sei. Eben hatte das Direktorium das Oberhaupt der Kirche seiner weltlichen Macht beraubt und auf dem Kapitol die Republik proklamiert. Da aber die große Mehrheit des französischen Volkes der römischen Kirche treu blieb und alle Versuche, sie zu zerstören, erfolglos geblieben waren, so mußten das Direktorium und die republikanische Partei sich begnügen, ihre Allgewalt durch Begünstigung der andern Kirchen und durch Bildung von neuen patriotischen Kulten auf rationalistischer Basis zu schwächen. Der Protestantismus erfreute sich offizieller Sympathie. Man sah in ihm einen Vorläufer der Demokratie und des repräsentativen Systems. So hatte Boulay (de la Meurthe) im Sommer 1797 auf der Tribüne der Fünfhundert von den Protestanten gesagt: *Leurs principes sont favorables à l'esprit de liberté religieuse et politique; ils sont les principaux auteurs de la résurrection et de l'établissement de la liberté morale, politique et civile dans tous les Etats où elles est plus ou moins réalisée; la liberté française n'eut pas de zélateurs plus constants et plus empressés¹⁾.*

La Revellière-lépeaux hatte in seiner Rede vom 12. Floreal Jahr V im Nationalinstitut dem Katholizismus, der von allen christlichen Sekten dem Fortschritt, der gesunden Moral und der Freiheit die größten Hemmnisse entgegenseztes, den Protestantismus gegenübergestellt, in dem er einen höhern Grad der religiösen Ent-

¹⁾ Aulard, Hist. polit. de la Rev. franç. p. 649. Note.

wicklung erblickte. Da Stapfer sich auf ihn beruft, so geben wir die betreffende Stelle wieder: «Voyez un pays catholique et un pays calviniste, par exemple, et comparez-les (toutes causes influentes d'ailleurs égales); vous trouverez dans le pays calviniste des ménages plus heureux, des femmes plus chastes et plus économies, des maris plus tendres et plus laborieux, des enfants plus chéris et plus respectueux, un raisonnement plus sain, un pays mieux cultivé, en un mot, un peuple plus actif, plus industrieux, plus charitable, meilleur et plus content; beaucoup plus d'esprit public et de véritable amour de la patrie »¹⁾. Dann erzählt La Revelliére-lépeaux, Welch unvergesslichen Eindruck er, seine Frau und seine zwei Kinder von der Schlichtheit eines calvinistischen Gottesdienstes empfingen: alle wären zu Tränen gerührt gewesen. Zu gleicher Zeit hatte Madame de Staël in einem erst neulich veröffentlichten Manuskript der Republik empfohlen, den Protestantismus als Staatsreligion einzuführen, da nur dadurch der Einfluß der katholischen Religion zerstört und die Moralität des Volkes gehoben werden könne²⁾. Oft ist während der Revolution, später auch von Quinet, bedauert worden, daß die Constituante an Stelle der Zivilkonstitution nicht den Protestantismus zur nationalen Religion erklärt habe.

Unversöhnliche Feindschaft mit der römisch-katholischen Kirche, offizielles Wohlwollen für die Protestant, dies war die Politik des Direktoriums den beiden Kirchen gegenüber. Stapfer folgerte daraus, daß ein Schritt zugunsten der protestantischen Geistlichen einige Aussicht auf Erfolg haben könnte.

Aber nicht bloß die Zufälligkeiten der Politik bestimmten die Petition. Die Beweggründe liegen tiefer und sind m. E. in

¹⁾ Die Rede wurde unter dem Titel gedruckt: *Réflexions sur le culte, sur les cérémonies civiles et sur les fêtes nationales*. Es gab auch eine deutsche Übersetzung, die in der Schweiz ebenfalls gelesen wurde. In Band III der Memoiren von La Revelliére-lépeaux 1895 ist die Rede abgedruckt. Vgl. Mathiez, *La Théophilanthropie*.

²⁾ Baronne de Staël, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*, herausgegeben von John Viénot, Paris 1906.

den religiös-moralischen Grundsätzen Stapfers und in seinen kirchen-politischen Ideen zu suchen. Eine kurze Skizze derselben kann deßhalb, bei aller Dürftigkeit der zur Verfügung stehenden Hülfs-mittel, nicht unversucht bleiben.

Stapfer war längst ein begeisterter Anhänger der französi-schen Revolution, d. h. der Prinzipien von 1789. Er war aber überzeugt, daß es nicht genüge, die Revolution nur in den politischen Institutionen zu verwirklichen, sondern daß eine Demo-kratie nur dann lebensfähig sei, wenn sie in einer aufgeklärten Sittlichkeit des Volkes eine sichere Garantie finde. Diese mor-alische Garantie, die von den französischen Philosophen und Staats-männern der Revolution ebenfalls als notwendig empfunden wurde und zur Gründung der patriotischen rationalistischen Kulte geführt hatte, erblickte Stapfer für die Schweiz in einem in dem Lichte der Philosophie und der Vernunft geklärten Protestantismus. Nach Stapfer ist es die Reformation Luthers und Calvins, die die fran-zösische Revolution vorbereitet und die Ära der Souveränität der Vernunft und der Unabhängigkeit des Geistes eröffnet hat. Inwie-fern die Reformation in ihrer Fortentwicklung wirklich, wie Stapfer sagt, ein Vorläufer der Revolution geworden ist, soll hier uner-örtert bleiben¹⁾. Stapfer sucht eben eine Art Solidarität zwischen dem Geiste der Reformation und der Revolution zu errichten. Der Protestantismus ist für ihn die «moralische Republik»²⁾, ohne die die politische Republik der Freiheit nicht bestehen kann. Beide Republiken haben in wechselseitiger Umschlingung den Endzweck der menschlichen Gesellschaft, «höchstes Glück mit vollendeter Sittlichkeit gepaart», zu erstreben. Stapfer faßt die

¹⁾ Hierüber Troeltsch, Die Bedeutung des Protestantismus für die Entstehung der modernen Welt, 1906.

²⁾ In einem andern Memoire, das Stapfer in seinem Namen der fran-zösischen Regierung einreichte, sagte er über den Protestantismus: Le culte protestant est chez nous l'ensemble des institutions de la république morale pour l'ennoblissement de notre race par les idées d'une religion sublime et les préceptes de la vertu la plus pure. Vgl. auch Vinet in der Vorrede zu den *Mélanges philosophiques* Stapfers, p. LVIII.

Religion, wie die Philosophen des 18. Jahrhunderts, wesentlich als Moral auf und betrachtet sie als wichtige öffentliche Angelegenheit des Staates. Er kann in dieser Zeit nicht als Vertreter der Trennung von Staat und Kirche angesehen werden, wie dies schon behauptet worden ist¹⁾. Die Diener der protestantischen Kirche sind für ihn das Instrument der moralischen Veredlung des Menschen. Sie von den bürgerlichen Rechten und dem öffentlichen Leben ausschliessen, heißt das Volk seiner «Erzieher des Gewissens» berauben und den Staat dem moralischen Verfall preisgeben.

Folgt nun hieraus, daß Stapfer sein Ideal einer politisch-ethischen Republik durch die schweizerische Revolution zu verwirklichen hoffte? Die Frage wird nicht so weit gefaßt werden dürfen. Denn dies hätte eine religiöse Revolution, von der die große Mehrheit des Volkes nichts wissen wollte, nötig gemacht. Es ist vielmehr anzunehmen, daß Stapfer und seine Freunde, die protestantischen Geistlichen, die zum Teil die Revolution mit Genugtuung, wenn nicht sogar mit Begeisterung begrüßt hatten, die sich als Väter und Bürger, Glieder des nationalen Staates fühlten, in ihrer Eigenschaft als Lehrer der Moral und als die gebildetste Klasse der Nation dem öffentlichen Leben erhalten wollten.

Wie dem auch sein mag, so bedeutete die Petition, wenn sie von dem Direktorium angenommen wurde, ob gewollt oder ungewollt, einen direkten Angriff gegen die Katholiken und machte für sie die Verfassung unannehmbar.

Aber das Direktorium ließ sich durch die Ideologie Staphers nicht beirren und verwarf den Vorschlag. Die Gründe sind leicht zu fassen. Die Verfassung stellt sich auf den Standpunkt der religiösen Neutralität. Sie anerkennt keinen Kult, erlaubt aber

¹⁾ Vinet sagt völlig zutreffend: Sur la question ecclésiastique, son esprit unissait à moitié, séparait à moitié deux sphères que, dans la maturité d'un âge plus avancé, il ne sut plus concevoir que distinctes et indépendantes. *Mélanges Staphers*, p. XVI.

alle Gottesdienste, «insofern sie die öffentliche Ruhe nicht stören und sich keine herrschende Gewalt oder Vorzüge anmassen». Die Begünstigung eines Kultes oder seiner Diener hätte diesem ipso facto das Privilegium einer Nationalkirche verliehen und ihm eine Suprematie gesichert, die die Verfassung gerade vermeiden wollte. Die Politik gebot dem Direktorium nicht weniger, an dem Grundsätze der Parität festzuhalten. Die französischen Generale hatten zu Beginn der Revolution durch wiederholte Proklamationen dem Volke, um es für die neuen Grundsätze zu gewinnen, Unantastbarkeit des Glaubens zugesichert. In dem Augenblicke, wo das Direktorium seine Einheitsverfassung unverändert in der ganzen Schweiz zur Annahme zu bringen sich entschlossen hatte, wo es über den Widerstand, der sich in der Ostschweiz und in den Urkantonen gegen die Durchführung der Einheit vorbereitete, unterrichtet war, konnte es sich nicht zu einer Maßregel verleiten lassen, die die katholischen Länder in ihrem Wahne, als bedeute die Revolution für ihre Religion Vernichtung, bestärkt hätte. Die kommenden Ereignisse in den Urkantonen bewiesen aller Welt, wie sehr das Volk seine angestammte Religion zu bewahren entschlossen war.

Es ist interessant zu sehen, wie Stapfer zwei Jahre später in seinen Bemerkungen über den Zustand der Religion seine Petition darstellt. Er bedauert, daß die Geistlichkeit «die Lehrerin der Tugend und die Erzieherin der Nation», allein von dem Genuss der staatsbürgerlichen Rechte ausgeschlossen ist und gerade in der sturmvollsten Zeit, wo alle Nationalanstalten, auch diejenigen, die die Bildung und Veredlung der Menschheit bezothen, umgeschaffen werden sollten, keine Vertretung in den gesetzgebenden Behörden hat. Schon im Frühling 1798 habe er bei den französischen Machthabern einen Versuch zur Hebung dieser Schwierigkeit gewagt. «Mit den stärksten Gründen drang ich in einem der fränkischen Regierung überreichten Aufsätze auf die Notwendigkeit, die Geistlichen nicht gegen alle Menschenrechte, wie capite censi und proletarii und gegen das Wesen der Stellvertretungstheorie als unrepräsentierte Sklaven zu behandeln.

Die Schilderung, die ich von den Verdiensten der helvetischen, besonders der mir bekannten, reformierten Geistlichkeit, um wissenschaftliche Aufklärung und durch die kirchlichen, sowohl als bürgerlichen Institute Calvins um Beförderung des wahren Republikaner-Sinnes entwarf, war, ich darf es wohl sagen, vollständiger und eindringender, als sie mir von irgend einer Hand gemacht, seit unserer Revolution zu Gesichte gekommen ist.» Stapfer spricht, wie wenn er schon damals für die Geistlichkeit beider Kirchen eingetreten wäre. Man versteht, daß er, als Kultusminister der paritätischen Helvetik, nicht wohl öffentlich einen Schritt eingestehen konnte, der die entstehende Parität so sehr gefährdet hätte.
